

Répression contre les municipalités kurdes - Invasion du Rojava - Fermeture des médias kurdes et d'opposition - STOP ERDOGAN !

mardi 1er novembre 2016, par [CDK-F](#) (Date de rédaction antérieure : 31 octobre 2016).

Reprenant les politiques classiques de l'Etat turc, le gouvernement AKP de R.T. Erdogan s'est engagé dans une guerre totale contre les Kurdes. Les bombardements des villes et villages kurdes, les arrestations massives de politiciens kurdes et les massacres de civils ont atteint un niveau sans précédent.

Parallèlement aux attaques militaires, le gouvernement turc a amplifié ses opérations contre les élus et les municipalités kurdes, manifestant par là son mépris absolu à l'égard de la volonté politique du peuple kurde. Plusieurs municipalités kurdes ont été occupées par la police, de nombreux maires ont été arrêtés et/ou destitués, et remplacés par des agents de l'Etat.

Pour réprimer et tuer en silence, les autorités turques ont procédé le 29 septembre dernier à la fermeture de 23 chaînes de télévision et de stations de radio kurdes et d'opposition.

Dans le même temps, les chaînes d'information kurdes Newroz TV et Med Nûçe étaient suspendues par l'opérateur satellite français Eutelsat, à la demande de RTÜK (autorité turque de régulation des médias).

Il faut dire que la répression turque contre les médias ne connaît pas de frontières ; la liberté d'expression et le droit à l'information ne pèsent pas bien lourd face aux intérêts économiques du groupe Eutelsat : pour lui, la Turquie est un marché alléchant qui justifie bien que l'on bafoue les droits d'un peuple.

En dernier lieu, le 25 octobre 2016, l'Etat turc a fait arrêter les Co-maires de la ville métropolitaine de Diyarbakir (Amed en kurde), Gultan KISANAK et Firat ANLI. Amed est la capitale et le cœur du Kurdistan, ses Co-maires figurent parmi les représentants emblématiques du peuple kurde. C'est dire que la répression étatique et le mépris de la volonté du peuple kurde ne connaissent plus de limites.

L'objectif de l'Etat turc est d'annihiler toute représentation du peuple kurde et d'étrangler toute leur lutte. Cet objectif justifie la répression des Kurdes à l'intérieur des frontières de la Turquie, mais aussi les opérations armées menées contre les forces kurdes au Rojava (Kurdistan de Syrie) et au Sud-Kurdistan (Irak).

En frappant les combattants kurdes sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », la Turquie renforce en fait les organisations comme Daesh. Cette ignominie se déroule au vu et au su de la communauté internationale.

Nous condamnons fermement les politiques néfastes de l'Etat turc et l'animosité du gouvernement AKP à l'encontre des Kurdes.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, les partis politiques, les défenseurs de la paix, les institutions internationales à ne pas garder le silence face à l'intolérable, à ne pas accepter la répression féroce exercée par la Turquie, à dire "STOP ERDOGAN" !